

Rwanda : souhaitant retirer ses troupes La Belgique attend un engagement écrit des rebelles sur un cessez-le-feu

De la Guérivière, Jean

Le Monde, 24 octobre 1990

La Belgique attend une déclaration écrite des rebelles rwandais acceptant un cessez-le-feu, a déclaré, lundi 22 octobre, à Nairobi, le porte-parole de M. Wilfried Martens, le premier ministre belge, qui avait été reçu, quelques heures plus tôt, à Entebbe, par M. Yoweri Museveni, chef de l'Etat ougandais. Celui-ci avait annoncé, à l'issue de cet entretien, que les maquisards du Front patriotique rwandais avaient donné leur accord à une suspension des combats. De son côté, M. Mark Eyskens, le chef de la diplomatie belge, a demandé, lundi, à Luxembourg, à ses homologues de la CEE, un soutien diplomatique maximal aux efforts de Bruxelles pour résoudre cette crise.

Quelle que soit l'issue du nouveau voyage que M. Martens a entrepris, lundi 22 octobre, en Ouganda et en Tanzanie, la mission des cinq cent trente-cinq parachutistes belges envoyés au Rwanda, début octobre, « *prendra fin à bref délai* », a décidé Bruxelles. Si M. Martens et les ministres qui l'accompagnent parviennent à faire démarrer des négociations dans un cadre régional (Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie et éventuellement Zaïre), « *la présence de nos troupes ne sera plus nécessaire* », avait dit, samedi, le premier ministre, dans une déclaration à la Chambre. S'il n'y a pas d'arrêt effectif des combats malgré les proclamations mutuelles de bonnes intentions, la Belgique, peu désireuse de « *s'inscrire dans un processus d'enlèvement* », comme a dit le ministre de la défense, M. Guy Coëme, rappellerait ses paras après l'évacuation de ses coopérants.

Cette décision résulte de débats parfois houleux entre les différentes composantes de la coalition gou-

vernementale, débats qui ont reflété la perplexité de l'opinion publique. Moins blasée que la France, ou moins occupée ailleurs, la Belgique s'est rapidement émue des massacres perpétrés devant son corps expéditionnaire impuissant. Les images atroces montrées par des équipes de télévision très motivées ont rapidement suscité des questions quant à la volonté de réconciliation du régime rwandais. La présence des militaires zairois, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas bonne presse à Bruxelles, ne pouvait que renforcer ce malaise.

Activisme diplomatique

Au sein du gouvernement, les socialistes, ministre de la défense en tête, n'entendaient pas cautionner n'importe quels agissements des autorités en place dans l'ancienne colonie. Les sociaux-chrétiens, notamment M. Martens et M. Eyskens, étaient plus sensibles à la nécessité de conserver des liens privilégiés avec Kigali, en ne se montrant pas plus regardants que ne paraissait l'être Paris. Finalement, M. Martens, s'est tiré de la difficulté en s'engageant à fond dans un activisme diplomatique qui l'a conduit, une seconde fois en une semaine, sous les tropiques. Sa mission vise à rien moins que régler le vaste problème des réfugiés hutus et tutsis dans toute la zone voisine des deux pays (Burundi et Rwanda) où ils se sont si longtemps affrontés.